http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article622

« A terme, rien n’empêcherait d’utiliser l’arsenal anti-terroriste contre les mouvements sociaux »

- Thématiques - Démocratie -

Date de mise en ligne : dimanche 21 février 2016

Copyright © Universite Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Les gouvernements qui se succèdent de droite comme de gauche, ont fait de la criminalisation du mouvement social une priorité. C'est d’abord aux militant e s associatifs : défense des migrants, réquisition de logements, lutte contre les grands projets inutiles... que les coups sont portés. Maintenant ce sont les syndicalistes qui sont attaqués frontalement. Avec les salariés de Air France, de Goodyear, des salariés de l'hôpital de Auch et Montauban, plus prêt de nous.

Le gouvernement veut éradiquer, toutes formes de luttes qui contestent le système, toutes les actions qui mettent en accusation les patrons et contestent leur droit divin.En trainant systématiquement devant les tribunaux les syndicalistes, en licenciant, en frappant à la caisse le gouvernement fait l'éloge du syndicalisme d'accompagnement de celui qui courbe l'échine et qui s’accommode du système.Madame N. Kosciusko-Morizet a déclaré dans un interview :" ... Je veux aussi que l'on mène une réforme sur les syndicats car ils vont avoir davantage de responsabilités si l'on encourage la négociation d'entreprise. Je souhaite supprimer les délégués syndicaux permanents qui sont à temps plein dédiés au syndicalisme dans les entreprises de moins de 500 salariés et je propose de fixer une durée maximale du mandat syndical pour éviter d'avoir des syndicalistes à vie. Mais, surtout, je milite pour le développement du syndicalisme de services. Qu'ils puissent proposer des mutuelles, les services d'un avocat, etc. Cela sera une incitation à se syndiquer et créera une communauté autour du travail". . Dans ce cadre la perpétuation de l'état d'urgence devient un véritable danger

Laurence Blisson, secrétaire générale du Syndicat de la magistrature, explique la dérive possible des lois antiterroristes vers la répression des luttes écologiques et sociales. Nous publions cet entretien alors qu’une semaine des résistances aux violences policières se conclut dimanche 22 février.
lire ici

Copyright © Universite Populaire de Toulouse